

Transfrontaliers : le Luxembourg fait un geste sur les transports

by Les Echos - jeudi, mars 22, 2018

<https://correspondances.fr/transfrontaliers-le-luxembourg-fait-un-geste-sur-les-transports/>

A l'issue du séminaire intergouvernemental, le Luxembourg a promis de cofinancer les projets de mobilité transfrontalière à hauteur de 120 millions d'euros à l'horizon 2018. Mais les élus lorrains restent sur leur faim.

Présentés comme historique, la visite d'Etat du couple grand-ducal à Paris, puis le séminaire intergouvernemental qui s'est achevé mardi à Paris, se soldent par un bilan mitigé. Certes, l'un des quatre accords signés prévoit un cofinancement à parité de plusieurs projets de mobilité pour un montant total de 240 millions d'euros à l'horizon 2028. Le Luxembourg soutiendra entre autres des projets ferroviaires transfrontaliers et plusieurs parkings relais. Mais Jean Asselborn, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, a rejeté la demande de rétrocession fiscale formulée par les élus du Grand Est.

Prélèvement sur salaire

Dans un ensemble inédit, les élus du Sillon lorrain représentant Metz, Thionville, Nancy et Epinal, la parlementaire Véronique Guillotin ou encore, le député européen Edouard Martin ont plaidé en amont de la rencontre pour la création d'un fonds transfrontalier censés financer le codéveloppement du petit Etat le plus riche du monde (90.000 euros de PIB annuel par habitant) et d'une frange frontalière lorraine asséchée par le dynamisme de son voisin. L'argumentaire proposait de prélever 3,5 % du salaire brut des frontaliers lorrains pour abonder un fonds annuel de 157 millions d'euros.

Cette somme récurrente aurait permis de financer des projets de mobilité, mais aussi d'instaurer un aménagement du territoire plus équitable. Le Grand-Duché, qui verse à ses communes 7.530 euros par résident et par an, ne débourse pas un centime pour financer les charges des collectivités frontalières.

Créations d'emploi

Au moins la question, jusqu'à présent taboue, aura-t-elle été posée.

Le Luxembourg, qui professe jusqu'à présent une souveraineté sourcilleuse, ne pourra pas croître sans tenir compte de ses voisins. Au cours des 20 prochaines années, il doit créer 350.000 emplois, dont 100.000 seront occupés par des frontaliers lorrains.